

Série d'apprentissage par les pairs : Fintech et Inclusion Financière et le cas du Bangladesh

Allocution d'ouverture par la directrice générale adjointe Antoinette Ms. Sayeh

Le 28 septembre 2022

Merci beaucoup, Alfred. Un très bon début de matinée/après-midi/soirée à tout le monde, selon l'endroit où vous vous trouvez. Je salue tout particulièrement Changyong Rhee que je vois pour la première fois depuis qu'il a quitté le FMI pour diriger la Banque de Corée. Et mes remerciements à mes collègues pour avoir organisé cette discussion sur les fintech et l'inclusion financière - sujet qui devient incontournable pour construire une économie moderne et résiliente.

Je devrais commencer mes remarques en reconnaissant les énormes progrès réalisés par les économies de l'Asie-Pacifique dans la numérisation, qui est omniprésente et croissante dans la région. En effet, elle se distingue par son ampleur, l'utilisation d'Internet dépassant de loin les chiffres d'autres régions et soutenant le commerce électronique et les technologies financières à grande échelle. La région est également à la pointe de l'innovation numérique, ce qui rend les services financiers et les systèmes de paiement plus inclusifs, plus efficaces, plus rapides et donc moins chers pour les utilisateurs.

Pourtant, les disparités en matière d'inclusion financière restent importantes, tant au sein des pays de la région Asie-Pacifique qu'entre eux. Les recherches du FMI montrent que près de la moitié de la population adulte des économies à revenu faible ou intermédiaire de la région ne possède toujours pas de compte bancaire. Moins de 10 % d'entre eux sont en mesure d'emprunter auprès d'institutions financières formelles. Les petites et moyennes entreprises, ainsi que les agriculteurs, ont un accès limité au crédit. Ils s'en remettent souvent aux marchés informels pour se financer, où les coûts sont élevés, ce qui rend les ménages pauvres vulnérables aux chocs et aux pièges de la pauvreté.

La région Asie-Pacifique est également la plus inégale du monde en ce qui concerne l'utilisation des technologies financières. Si certains pays sont leaders, d'autres sont à la traîne dans des domaines essentiels, tels que les paiements électroniques, l'argent mobile et les transferts publics mobiles. À l'intérieur des pays, il existe également des écarts entre les riches et les pauvres, et entre les zones urbaines et rurales. Il y a aussi du travail à faire sur les politiques de protection des consommateurs, les capacités de supervision, l'application des lois sur la protection de la vie privée et la fourniture d'une assurance inclusive.

Passons maintenant à l'Afrique, qui se trouve dans une situation similaire. D'une part, dans de nombreuses économies africaines, les activités liées à l'argent mobile se sont considérablement développées. Des pays comme le Kenya avec M-Pesa, le Zimbabwe avec Ecocash et l'Afrique du Sud avec E-wallet ont obtenu

des résultats remarquables en matière d'inclusion financière. En fait, la région est devenue le leader mondial de l'utilisation des comptes d'argent mobile avec près de 46 % des comptes d'argent mobile dans le monde.

Dans le même temps, l'accès global aux services financiers et leur utilisation restent faibles par rapport aux autres régions. En partie à cause des faibles niveaux d'alphabétisation financière, l'Afrique représente encore aujourd'hui la plus grande partie des personnes non bancarisées au monde. Plus de la moitié de la population est toujours exclue des services financiers, et le fossé entre les sexes est également important.

En Afrique et dans la région Asie-Pacifique, il existe plusieurs exemples de réussite dont nous pouvons tirer des enseignements. Comme nous le constaterons plus tard dans la journée, certains pays se démarquent en faisant entrer des millions de personnes dans le réseau financier formel.

Au Kenya, par exemple, grâce à l'adoption généralisée des services financiers mobiles, l'inclusion financière est passée d'un niveau très bas de 27 % en 2016 à 83 % en 2019 - un bond énorme en seulement trois ans. Les efforts de numérisation du Kenya ont non seulement fait progresser l'inclusion financière, mais ils ont également été un facteur clé de sa forte réponse à la pandémie.

Permettez-moi maintenant d'évoquer le Bangladesh, qui est au cœur de notre événement d'aujourd'hui. Au Bangladesh, l'inclusion financière a été un voyage de plusieurs décennies pour inclure des segments de la population qui avaient auparavant un accès limité à la finance formelle. Ce parcours, qui a commencé par le microcrédit, a depuis évolué pour couvrir tous les aspects de l'inclusion financière, de l'accès à l'utilisation et à la qualité.

Aujourd'hui, l'utilisation des téléphones portables pour les transactions financières est monnaie courante au Bangladesh. Les gens sont habitués aux services financiers numériques, aux services bancaires par agent, aux services bancaires sans agence et à l'argent mobile.

Les politiques gouvernementales ont favorisé les petites et moyennes entreprises et soutenu les femmes entrepreneurs. Les secteurs agricole et rural ont également progressé grâce à des politiques telles que les plafonds de crédit, qui sont soutenus par des lignes de refinancement à des conditions préférentielles.

Bien sûr, il reste du travail à faire pour maintenir cette dynamique, pour élargir encore plus l'accès et pour combler les écarts qui persistent entre les hommes et les femmes. Mais je dois féliciter les autorités bangladaises pour la riche tapisserie politique exposée dans leur dernière stratégie d'inclusion financière, qui couvre des aspects importants tels que la croissance du crédit dans les secteurs prioritaires, le financement des MPME, la priorité au genre, l'accès au financement dans les zones rurales et le financement vert.

Le Bangladesh a investi de manière significative dans l'infrastructure numérique et de nombreuses nouvelles entreprises ont émergé en s'appuyant sur cette infrastructure, dont vous entendrez parler davantage au cours de ce séminaire. En continuant à mettre l'accent sur des domaines tels que les bureaux de crédit, l'enregistrement des actifs, les systèmes de paiement et les institutions de micro-finance, nous pourrions réduire davantage le coût des services financiers. Pour réaliser certains de ces objectifs, il sera important de collaborer avec le secteur privé, mais il reste essentiel de trouver un juste équilibre entre l'encouragement de l'innovation et la garantie de la stabilité financière.

Permettez-moi de conclure en soulignant l'importance de l'inclusion financière en tant que priorité macroéconomique. Ce n'est pas seulement la bonne chose à faire. En effet, d'un point de vue politique, elle a le potentiel de réduire les inégalités et de transformer la croissance économique.

En particulier à un moment où les caisses publiques s'épuisent et où les gouvernements doivent faire plus avec une marge budgétaire limitée, l'inclusion financière - et avec elle l'expansion du secteur financier formel - peut grandement améliorer l'efficacité de la gestion des finances publiques et renforcer la capacité des banques centrales à stabiliser l'activité économique. Et c'est là que la fintech peut jouer un rôle essentiel.

C'est également la raison pour laquelle nous avons intensifié notre dialogue sur les fintech et la monnaie numérique lors de nos consultations annuelles avec les autorités des pays et ce séminaire est un exemple de notre objectif de favoriser les échanges entre pairs sur ces sujets. Nous proposons également une assistance technique et des formations pour soutenir les pays membres dans leur lutte contre le développement des fintechs et les cyber-risques.

Je suis très heureuse que des collègues et amis de la Banque de Corée, de la Banque du Kenya, de la Banque du Bangladesh, de Bkash et du PNUD soient présents aujourd'hui pour discuter de l'inclusion financière. Nous sommes impatients d'apprendre de leurs expériences - et de mutualiser ces expériences au-delà du cadre de ce séminaire.

Merci beaucoup de m'avoir écouté si patiemment. Permettez-moi maintenant de passer la parole à notre modératrice, Anne-Marie Gulde-Wolf.